Document generated on 07/16/2025 7:21 p.m.

Relations industrielles
Industrial Relations

Capitalisme libéral et progrès social

George-Henri Lévesque, O.P.

Volume 5, Number 2, November 1949

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1023278ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1023278ar

See table of contents

Publisher(s)

Département des relations industrielles de l'Université Laval

ISSN

0034-379X (print)
1703-8138 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lévesque, G.-H. (1949). Capitalisme libéral et progrès social. *Relations industrielles / Industrial Relations*, *5*(2), 14–14. https://doi.org/10.7202/1023278ar

Tous droits réservés © Département des relations industrielles de l'Université Laval, 1949

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

vrier dans l'entreprise, de même que la convention collective, charte des relations du travail dans l'entreprise.

Ce sera, nous l'espérons, l'humble collaboration du Bulletin des relations industrielles à l'élaboration d'un ordre économique et social dans lequel tous les collaborateurs dans l'entreprise: employeurs, personnel de direction, travailleurs, pourront jouir du fruit de leur travail dans une atmosphère de paix, de justice et de charité.

CAPITALISME LIBÉRAL ET PROGRÈS SOCIAL

GEORGES-HENRI LÉVESQUE, O.P.

Depuis longtemps déjà, on a pu observer l'existence d'un conflit entre réalité économique et progrès social. La doctrine du libéralisme est probablement la seule à nier cette incompatibilité, pourtant si évidente à l'examen des crises économiques répétées que le monde a connues. Certains ont tenté d'expliquer une telle opposition par la seule déficience morale des individus, d'autres en ont vu l'origine dans les simples conditions matérielles de la production ou encore dans les abus du capitalisme.

Il semble bien, toutefois, que ces explications ne soient pas satisfaisantes et qu'on doive recourir à quelque cause plus fondamentale. Une analyse approfondie nous amène de plus en plus à penser que le conflit entre les conditions économiques et le bien-être existe surtout parce que la fin naturelle de l'activité économique ne coïncide pas avec les objectifs réels du capitalisme libéral. En effet, le mal ne provient pas tellement du fait que les individus sont opposés à la prospérité commune, mais de ce que les hommes, même bien intentionnés, deviennent incapables de la réaliser de façon permanente à l'intérieur de ce système. Telle est la constatation à laquelle on aboutit inévitablement, me semble-t-il, après avoir étudié le conflit entre réalité économique et progrès social sur le continent nord-américain. (...)

La nature, les caractéristiques et les conséquences du capitalisme libéral sont trop connues pour qu'il soit nécessaire de les décrire dans le détail. Toutefois, il ne semble pas inutile de revenir sur certaines implications fondamentales qu'on se contente trop souvent de constater sans se soucier de leur véritable portée.

Il existe toute une multitude de définitions du capitalisme libéral. Le fait que plusieurs soient incomplètes ou qu'elles soient faussées par des interprétations subjectives ajoute encore à la confusion générale.

D'abord, on peut dire que le capitalisme libéral est un système, c'est-à-dire l'institutionalisation d'une doctrine dans l'ordre des faits. Précisément, parce qu'il en est ainsi, et que, dans la réalité, une structure économique ne peut exister sans forme politique, le capitalisme libéral est effectivement un système économico-politique. Issu du libéralisme, il représente une tentative d'application de cette doctrine à la fois sur les plans économique et politique.

Sous son aspect économique, il présente deux caractères essentiels: il est basé sur la propriété privée des biens de production et de consommation; d'autre part, le profit, défini comme une catégorie particulière et résiduelle de revenu, constitue sa raison d'être et son principal objectif. Sur le plan politique, il revendique le principe de la non-intervention de l'Etat. Plus précisément, il assigne pour unique rôle à l'Etat celui de faire observer les règles du jeu et d'assurer le fonctionnement du mécanisme dans le domaine économique.

A ce stage de notre analyse, il est déjà possible de découvrir la source du conflit qui oppose la réalité économique et le progrès social dans le capitalisme libéral. D'une part, la fin naturelle de l'activité économique, c'est la pleine et universelle satisfaction des besoins humains ou la prospérité commune; par contre l'objectif premier du capitalisme, c'est le profit. Cette divergence essentielle rend le système capitaliste libéral foncièrement incapable d'assurer par lui-même et de façon permanente le progrès social. Bien plus, même en recourant aux mesures de contrôle les plus rigoureuses, il est pratiquement impossible de l'ordonner aux fins humaines qu'il serait censé servir parce que ses objectifs propres ne le lui permettent pas.

Ces constatations deviennent encore plus évidentes, lorsqu'on considère les caractéristiques concrètes du capitalisme libéral. Celles-ci sont non seulement incompatibles avec le progrès social, mais elles sont en flagrante contradiction avec les propriétés que lui avait assignées la doctrine libérale dont il est issu et sur lesquelles elle avait basé sa justification.

Extraits d'un cours professé aux Semaines sociales de France à Lille, le 19 juillet 1949.